



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des travailleurs-euses de l'éducation

n°175, mars 2017

La Mauvaise Herbe,
le n°3 est sorti,
Abonnez - vous !
Bulletin d'abonnement
sur le site de la Fédé



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacé.e.s d'expulsion pour défaut de papier.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

LYCÉENS CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES

La préfecture de Paris a eu beau communiquer, les directions d'établissements informer les parents via des sms sur « l'illégalité » des blocages de lycées, ils étaient près de 3000 manifestantEs, place de la Nation, jeudi 23 février, pour « Théo et contre les violences d'État ».

Empêchés de manifester, des lycéens ont été poursuivis et allongés au sol dans un restaurant, puis interpellés. Tous ont subi une pluie de lacrymogènes sous la surveillance devenue habituelle d'un hélicoptère.

A Nantes, c'est contre la venue du Front National, qu'ils ont, avec d'autres, manifesté, samedi 25 février puis le dimanche menant une opération « nassage » du meeting facho. Bilan : des fans de Marine bloqués dans un car, tagué : « rendez-vous le 19 mars » ...



Mardi 28 février, les lycéens appe-

laient à nouveau à un « blocus accidentel contre les violences d'État ». A Lille, jeudi 2 mars une AG de luttes devait débattre des blocages dans les lycées contre les violences policières.



Depuis le 2 février, les lycéens se mobilisent pour soutenir Théo et Mohamed, dénonçant les violences racistes. Des profs de Seine St Denis les soutiennent. Dans le numéro de février du bulletin intersyndical (SUD, CNT) « District 4 », ils écrivent : « Théo L et Mohamed K. étaient élèves à Aulnay. Ils ont fréquenté l'école Jules-Ferry, les collèges Victor-Hugo et Christine-de-Pisan. Les violences dont ils ont été victimes ne sont pas des « bavures » ou des « dérapages » malheureux. Ces violences sont structurelles. Elles se manifestent à travers des pratiques racistes de contrôle au faciès et un traitement stigmatisant des quartiers populaires. » Ils appellent à marcher à Paris le 19 mars.

VIOLENCES POLICIÈRES ET RÉPRESSION ÉTATIQUE

Communiqué de la CNT-FTE

Humilier, mutiler et tuer pour réduire au silence et empêcher que la résistance s'organise. Cela fait des décennies que la police terrorise et tue dans les quartiers populaires, que cela soit au quotidien ou lors des mouvements sociaux. L'État s'appuie sur la police et la justice pour écraser nos vies et nos révoltes. Des contrats aux bénéfices astronomiques de ventes d'armes et de « techniques » de maintien de l'ordre se concluent dans le monde entier sur le dos de nos mort.e.s et nos mutilé.e.s.

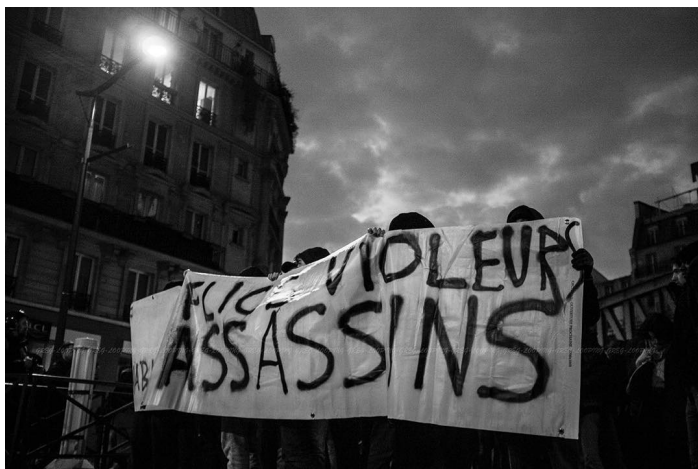
Le jeudi 2 février, Théo, habitant de la cité des 3000 dans la commune d'Aulnay-sous-Bois, jeune homme noir de 22 ans, a été frappé, injurié, gazé et violé par des policiers parce qu'il avait eu l'audace d'exprimer sa réprobation vis à vis d'interpellations injustifiées. Mais surtout parce qu'il était noir et, qu'en France, il y a des citoyens de seconde zone.

Ce n'est pas une bavure, le dérapage de quelques policiers isolés. C'est la conséquence d'une violence et d'un racisme d'État qui ont pour but de maintenir, particulièrement dans les quartiers populaires, la domination du capitalisme. Quitte à en admettre les excès et en absoudre leurs auteurs. C'est la preuve d'un système prêt à toutes les violences pour contraindre à la soumission et exploiter la partie la plus pauvre de la population comme aux temps des colonies. C'est précisément pour ces raisons que la CNT ne syndique pas les

forces répressives de l'État.

Pour l'IGPN, Théo Luhaka n'a pas été victime de viol, mais d'un accident. Quelques mois après la mort d'Adama Traoré à Beaumont sur Oise, de nouveau le mensonge répond à la quête de vérité et de justice exprimée par les familles, les amis, les associations... Ce sont aussi des tirs à balle réelle qui leur sont opposés là où la solidarité fait rage comme à Aulnay dans la nuit du 6 au 7 février.

Comme si cela ne suffisait pas, une loi de « sécurité publique » vient d'être adoptée, alignant les droits des policiers sur ceux des gendarmes. Nous dénonçons cette nouvelle loi sécuritaire qui donne un « permis de tuer ». La militarisation de la police va faire d'autres victimes.



A quelques mois des élections, nous voulons redire que la solution ne viendra pas « d'en haut ». Quels que soient les gouvernements, la même politique perdure et s'amplifie. Ce n'est ni dans les salons de l'Élysée, de Matignon, ou de la place Beauvau

que nous obtiendrons satisfaction, mais dans la rue.

Organisons-nous, dans les quartiers, sur nos lieux de travail, en assemblées souveraines et reprenons ce qui nous appartient. Décidons nous-mêmes, pour nous-mêmes, et luttons pour un autre futur, débarrassé de l'État, des patrons et de leurs polices.

PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX !